

LA-CNRS-259

Personnalisation et Changements Sociaux

26

Coopération agricole et transformation des modes de vie.

G. LANNEAU

Professeur à L'Université de Toulouse-le-Mirail
Psychosociologie L.A. CNRS 259

(Émission radio, 1982)

PLAN

- 1 - Des changements prudents et mesurés.
- 2 - Les temps nouveaux: espoirs et incertitudes.
Innovations techniques.
Émergence d'une nouvelle identité...
... en réponse à la permanence du déséqui-
libre.
- 3 - Mutations psycho-sociales , perturbations...
... et coopération agricole.
- 4 - Du constat à l'explication :
L'homme multidimensionnel.
La théorie des systèmes.
Une théorie du sujet.
Caractère multifonctionnel de l'innovation.
- 5 – Conclusion :
Pratiques professionnelles et projet de
vie.

Coopération agricole

et transformation des modes de vie.

1 - Des changements prudents et mesurés.

C'est toujours avec un certain retard que les changements affectant la société globale parviennent jusqu'aux sociétés rurales qui conservent longtemps des pratiques jugées désuètes par l'observateur étranger. Alors que partout ailleurs les nouvelles nécessités s'imposent, bouleversant les cadres de vie, les sociétés rurales résistent longuement, n'empruntant à la révolution industrielle que les éléments susceptibles de les renforcer. C'est ainsi que les campagnes françaises connaîtront leur apogée entre 1850 et 1880 alors que la machine à vapeur impose un nouveau mode de rationalité, transforme par ses exigences le visage du pays et réorganise les rapports sociaux. Pendant cette période les campagnes maîtrisent les changements induits par la révolution industrielle, utilisant les nouveautés et les modifications de l'environnement comme autant de stimulations capables de contribuer à leur épanouissement. L'amélioration du réseau routier et le développement du chemin de fer désenclavent les campagnes qui peuvent commercer plus facilement et entretenir de nouveaux rapports avec l'environnement.

Des changements ? Certes... et, si les stimulations qui les provoquent trouvent pour l'essentiel leurs sources hors des collectivités rurales, les paysans les interprètent, construisent des réponses originales, contrôlent le changement et l'organisent à leur profit. Pas de déséquilibre critique, du moins dans cette période. Les sociétés paysannes se transforment sans se dissoudre, répondent aux sollicitations de la vie globale tout en conservant les caractères originaux de leurs identités. L'exode rural commence à se manifester, mais il ne compromet pas encore fondamentalement l'édifice social.

2 - Les temps nouveaux: espoirs et incertitudes.

C'est essentiellement entre les années 1950-1960 que le mouvement va s'ac-célé-rer. La petite exploitation ne peut plus assurer la subsistance d'une famille qui n'accepte plus de limiter ses besoins à ce qu'elle produit directement. Le système fondé sur l'auto-subsistance est définitivement abandonné, du moins par les agriculteurs de souche. C'est au cours de cette période charnière que l'exode rural va s'accroître à tel point que les collectivités locales ne disposeront plus des mécanismes de régulation élaborés au cours des ans. La

population rurale et la population active agricole qui représentent 36 % de la population active totale en 1936, se maintient aux alentours de 30% jusqu'en 1950, chute à 15% en 1968, à 9% en 1976 pour se stabiliser aux alentours de 6%. En une trentaine d'années, la vie rurale a subi plus de transformations qu'au cours de tout le siècle précédent.

Nous ne prendrons que deux indicateurs complémentaires pour caractériser les transformations récentes du monde agricole : le progrès de la motorisation qui nous paraît être le meilleur indicateur des changements techniques et le recours à l'emprunt qui permet de bien apprécier à la fois les mutations économiques et celles qui concernent ce que nous appellerons provisoirement les mentalités.

Innovations techniques.

Les paysans s'étaient engagés dans la modernisation technique au cours du siècle passé de manière prudente, souvent avec réticence, sans jamais perdre le contrôle de l'innovation.

Par contre, sollicités par la société globale au nom du progrès, de la modernisation, de la productivité, séduits par la puissance et l'efficacité des machines proposées, ils cèdent aux multiples pressions et la motorisation va se généraliser en l'espace d'une dizaine d'années. Comme la faux et la charrue, le tracteur multiplie la capacité de travail de l'homme... mais il apporte en plus un nouveau type de rationalité en transformant le mode de relation du paysan à la terre.

À la veille de la dernière guerre, en 1938, on dénombrait en France 33.000 tracteurs. Le tracteur est alors un instrument à grande capacité de travail réservé aux très grandes entreprises qui n'ont rien de commun avec les exploitations familiales.

En 1954, sensible progression, 250.000 tracteurs ; on peut estimer qu'à cette période un peu plus de 10 % des exploitations sont motorisées, ce qui correspond grossièrement au nombre d'exploitations supérieures à 35 ha. C'est à partir de cette date que le tracteur va être perçu comme un instrument utilisable, utile, puis indispensable.

En 1960 : 680.000. Plus du tiers des exploitations en sont équipées ; en 1970, on en dénombrera 1.300.000 et l'on sera proche du seuil de saturation. La progression s'effectuera désormais selon une autre logique.

Les progrès sont encore plus spectaculaires dans les régions où convergent les efforts des services publics et des organisations coopératives en matière de vulgarisation pour le développement. Dans une zone de polyculture soumise directement à l'influence de la grande Coopérative Agricole du Lauragais, à Castelnaudary, 4 % à peine des exploitations sont motorisées, celles de plus de 50 ha, en 1945. Le tracteur est alors le symbole de la grande exploitation, il

ne tente pas encore les paysans qui le perçoivent comme un luxe dont ils peuvent aisément faire l'économie. En 1950, s'amorce un changement d'attitude, on découvre les possibilités de la machine qui passe au rang d'instrument capable d'accroître les capacités de travail; à ce titre, le tracteur devient compatible avec le système des représentations. En 1953, les exploitations fortement motorisées représentent une forte minorité de 26 % et les paysans sont prêts à adopter la nouveauté pour peu que l'obstacle financier soit amenuisé. Dès 1954 brusque accélération du mouvement, dû essentiellement aux stimulations financières: les agriculteurs membres du groupement de vulgarisation de la zone pilote bénéficient d'une ristourne de 10 % sur tout achat de matériel agricole à laquelle vient s'ajouter celle de 15% nouvellement instituée: l'achat d'un tracteur devient "une bonne affaire". En 1956 le tracteur est devenu le symbole du progrès, il est présent dans une majorité d'exploitations : 65 %. En 1962 seules les exploitations de complément ou celles gérées par de vieux paysans sans successeur resteront en marge du mouvement.

Émergence d'une nouvelle identité...

Ce nouvel instrument contribuera à transformer radicalement l'identité sociale des paysans. Ils étaient soumis aux conditions météorologiques qu'ils subissaient sans jamais pouvoir s'en libérer même partiellement, ils vont pouvoir maintenant utiliser au maximum les journées propices aux travaux des champs. Ils étaient soumis au rythme de la nature, à celui du soleil, et si la journée était longue en été, ils étaient encore soumis au rythme de travail des bœufs et du cheval dont ils ne pouvaient ni accélérer l'allure ni accroître la charge quotidienne de travail. Avec le tracteur, ils peuvent maintenant s'extraire des rythmes biologiques, prolonger en cas de presse le travail jusqu'à l'épuisement, et pour peu que les capacités de la famille excèdent "l'U.T.H." on se relaiera sur la machine jusqu'à reproduire et dépasser les cadences industrielles.

... en réponse à la permanence du déséquilibre.

Avec le tracteur c'est le déséquilibre permanent qui s'introduit dans le monde de la production, dans le système économique, dans le mode de vie ; désormais il va falloir constamment rechercher activement des solutions des nouvelles pour rétablir l'équilibre. Le système traditionnel se figeait en routine, la mécanisation condamne ceux qui ont survécu au changement perpétuel pour constamment accroître le revenu brut. Certes le rendement de l'hectare a crû tout au long du 19^e siècle et au début du 20^e; les progrès d'abord mesurés, vont s'accélérer surtout dans les années 50: en ce qui concerne le blé, le rendement moyen pour la France en 1912 est de 13,5 q/ha, il atteint 19q/ha en

1949 et avoisine les 40 q/ha en 1971, pour se situer aux alentours de 70 q/ha dans les années 80.

On abandonne les variétés locales de blé, bien acclimatées, rustiques, pour des variétés nouvelles, plus productives. Pour bien des paysans c'est un sacrilège, c'est une trahison, mais d'une année sur l'autre on double les rendements. Sur le plateau de la Piège, au Sud du Lauragais, on atteignait péniblement 15 à 17 q/ha en 1950 avec des variétés locales de blé. Les "infidèles" misant sur une variété nouvellement créée, l'Etoile de Choisy, atteignent 35 q/ha l'année suivante.

C'est véritablement un résultat extraordinaire auquel on ne veut pas croire. En 1954, 40% des surfaces ensemencées de blé le sont en cette variété ; en 1955, c'est 80%!

Les agriculteurs à l'affût des innovations.

Mais le seuil de saturation est vite atteint, le blé phénomène provoque des déceptions, surtout chez les petits paysans qui arrivent trop tard, après la chute des cours. une nouvelle variété de blé dur va relayer l'Etoile de Choisy déjà essoufflée.

La variété qui triomphait, il y a à peine 5 ans, est déjà tombée dans l'oubli. Vieillesse accélérée des nouveautés... Les temps sont passés où il fallait des décennies voire des siècles, pour assurer le succès d'une culture nouvelle. Le maïs offre l'exemple caractéristique. Jusqu'en 1956, la Coopérative de Castelnaudary n'en collectait qu'un peu plus de 6.000 q. Devant les résultats spectaculaires obtenus avec le maïs hybride, les hésitants abandonnent leurs motifs d'opposition et à la fin de la campagne suivante, c'est 64.000 q., soit dix fois plus, qui entrent dans les séchoirs de la C.A.L. (Coopérative Agricole du Lauragais, à Castelnaudary). La progression continue jusqu'en 1960 où elle se stabilise en deçà de 200.000 q. Mais déjà ces cultures nouvelles ne tiennent pas leurs promesses et déçoivent les espoirs que les agriculteurs avaient mis en elles, si bien qu'ils sont tout désorientés. Sentiment d'écrasement contre lequel on essaie de réagir en recherchant de nouvelles solutions. Le paysan dépendait des conditions météorologiques, des lois de la nature... et il ne pouvait se soumettre qu'à ses exigences, l'agriculteur est soumis aux lois du marché qui lui échappent; si la dépendance change de nature, elle devient insupportable. Il est maintenant absolument nécessaire de chercher à rétablir un équilibre toujours menacé ; il s'agit désormais d'innover.

Pour progresser, c'est-à-dire pour survivre, il faut être à l'affût de toutes les nouveautés, il faut connaître les produits susceptibles de conquérir le marché. 1955 a été l'année du blé Etoile-de-Choisy, 1958 celle du maïs hybride, 1959 sera celle du blé dur et 1961 celle du colza.

Espoirs, déceptions, insatisfactions, comparaisons, doutes, nouvel espoir et nouvelles déceptions. Les raisons d'insatisfaction et de mécontentement ne sont plus celles d'autrefois, on n'accuse plus le temps, on accuse ceux qui dans la société détiennent le pouvoir et imposent leurs décisions, on proteste, on manifeste, on s'insurge, on cherche des alliés. Les collectivités rurales étaient relativement indépendantes de la société englobante, elles manifestent maintenant leur solidarité avec les autres ensembles humains. Les relations avec la société englobante étaient autrefois médiatisées, pour tous les actes de la vie, par les notables : les nouveaux modes de relation, essentiellement économiques, ne supportent plus cette médiation. Les notables sont en partie exclus et dépossédés de leurs fonctions de régulation sociale, les rapports économiques étant dépersonnalisés et aseptisés de toute affectivité.

Cette épuration des conduites économiques permet de comprendre le revirement de l'attitude à l'égard de l'emprunt. C'est une véritable mutation idéologique : l'emprunt sera désormais considéré comme une simple opération financière débarrassée des composantes socio-affectives. Si nous prenons en considération les prêts consentis par le Crédit Agricole, nous constatons à partir de 1950 une progression spectaculaire: "En francs courants, de 1950 à 1974 les prêts à court terme... ont été multipliés par 25, les moyens termes par plus de 200 et les longs termes par 80 alors que l'indice des prix de la P.I.B. quadruplait."

L'emprunt n'est plus une nécessité honteuse signe d'incompétence, de paresse, ou d'imprévoyance, il devient calcul économique et l'on mesure là toute l'ampleur de la transformation. Certes les paysans ne sont pas encore familiarisés avec toutes ces opérations, mais les organisations professionnelles et les Caisses de Crédit ont contribué par leurs campagnes d'information et de vulgarisation à la démystification de l'emprunt. Ce sont surtout les associations coopératives, les C.U.M.A. en particulier qui exercent cette fonction d'initiation à l'emprunt et au calcul économique. Là, les paysans découvrent les raisons, les avantages et les possibilités du crédit et ils apprennent à intégrer l'emprunt dans un budget.

3 - Mutations psycho-sociales , perturbations...

Ces transformations techniques et économiques affectant les conditions de travail s'accompagnent d'une transformation des cadres de la sociabilité, des relations sociales, et, plus globalement, des transformations psycho-sociales.

Au fur et à mesure que les paysans maîtrisent les facteurs naturels auxquels ils étaient entièrement soumis quelques années auparavant, ils prennent conscience des rapports qui les lient aux autres catégories sociales. A peine terminent-ils l'apprentissage des techniques récemment implantées et avant même de bénéficier pleinement des avantages acquis, qu'ils sont

confrontés aux problèmes de la commercialisation. La voie dans laquelle ils se sont engagés ne débouche pas sur les réalités espérées et les progrès techniques provoquent des insatisfactions.

La solidarité paysanne dépasse rarement le cadre de la commune ; à travers des différences les agriculteurs reconnaissent des similitudes de situation et affirment dans le syndicalisme leur originalité et une nouvelle manière de se situer par rapport à l'ensemble des autres producteurs. S'ils essaient d'obtenir l'alliance des citadins pour trouver une solution aux problèmes de la commercialisation, ils font aussi l'effort de les comprendre et les stéréotypes s'atténuent d'un côté et de l'autre. Le mécontentement grandit lorsqu'on constate que les efforts pour accroître la production ne sont pas socialement reconnus : on n'obtient pas un juste prix pour le lait, le vin, les fruits, les légumes. On porte spectaculairement à la décharge des pommes, des œufs, des artichauts pour maintenir les cours, mais peut-on se résoudre facilement à cette solution ?

Les problèmes de commercialisation sont perçus pour la première fois dans leur nature politique comme des problèmes de société. C'est alors la bataille de l'artichaut, les ventes sauvages de viande, de produits laitiers, les barrages de routes, les plastiquages. Si c'est parfois la révolte du désespoir qui s'exprime, c'est souvent la reconnaissance et l'affirmation de relations d'interdépendances entre les paysans et les autres catégories sociales.

Ce n'est plus dans le voisinage immédiat, au sein de la collectivité locale que l'on va chercher les modèles d'identification et l'essentiel de l'information. Les canaux traditionnellement utilisés pour transmettre les connaissances et les savoir-faire nécessaires à la profession sont délaissés au profit de canaux plus modernes, ceux de la formation initiale, de la formation continue, des organismes de vulgarisation, des associations professionnelles, des coopératives, des organisations de gestion. L'école du village ne suffit plus ; l'enseignement secondaire ouvre grandes ses portes à partir des années 1950 aux fils de paysans et ce sera pour une majorité d'entre eux l'occasion de construire des projets professionnels originaux.

Les individus s'expriment et se construisent alors dans des cadres sociaux élargis, dans des collectivités locales éclatées, transformées par la motorisation, entretenant de nouveaux rapports avec la société englobante, menacées par l'exode, aux valeurs et aux normes tombant en désuétude et dont les anciens modes de régulation sont incapables d'exercer leurs fonctions.

... et coopération agricole.

C'est en cette période de changements généralisés et d'incertitudes que la coopération va se développer et se diversifier dans des circonstances présen-

tant de fortes similitudes avec deux périodes antérieures, la fin du siècle dernier et la grande crise des années 30.

On peut interpréter les pratiques coopératives comme des réponses organisées par les acteurs sociaux dépossédés à un moment de leur histoire, en partie ou en totalité, de leur statut, assujettis à des conditions d'existence déterminées par un ensemble de règles qui leur échappent et qui les soumet à une logique qu'ils ne peuvent accepter qu'en transformant totalement leur identité.

Réponses sociales qui se manifestent au cours d'une période de changements douloureusement ressentis par une catégorie sociale brusquement privée de son pouvoir, mise en situation de dépendance ou dans l'incapacité de réaliser ses aspirations. Tentatives par lesquelles on se propose de réduire l'état d'insatisfactions, le sentiment d'aliénation, en joignant ses efforts à ceux qui éprouvent les mêmes difficultés et projettent de transformer, dans un effort commun, leurs conditions d'existence pour retrouver leur dignité.

En France, les viticulteurs des Charentes, victimes du phylloxéra, dans l'impossibilité de reconstituer leur vignoble, deviennent éleveurs par nécessité. C'est ensemble qu'ils vont affronter les difficultés de leur apprentissage de producteurs de lait et s'insérer dans le marché en créant en 1888 la première beurrerie coopérative. Les viticulteurs du Midi, eux aussi victimes du phylloxéra, n'ont pas eu la même possibilité de reconversion. Après des années de misère, ils ont réussi à reconstituer le vignoble. Ils sont sur le point de rétablir l'équilibre lorsqu'ils sont menacés dans leur existence par les négociants fraudeurs qui, pour accroître leurs bénéfices, fabriquent chimiquement un "vin" et par d'autres viticulteurs qui pour accroître la production et améliorer la "qualité" pratiquent le sucrage. Les viticulteurs du Midi n'arrivent plus à écouler le vin qui encombre leur cave. C'est la misère et la révolte du désespoir en 1907. Cependant, un projet se précise pour défendre la profession et réorganiser le marché : la première coopérative viticole, "les vigneronns libres de Maraussan" créée dans l'Hérault en 1901 annonce l'essor du mouvement coopératif.

Deuxième temps, celui de la grande crise de 1930. Toute l'agriculture est affectée par la crise, mais plus particulièrement les secteurs extrêmement sensibles aux spéculations notamment le secteur céréalier. Ce sont surtout les grosses exploitations depuis longtemps déjà engagées dans l'économie de marché qui sont durement touchées. Certains négociants mettant à profit l'absence de cohésion de la profession réalisent des profits scandaleux. Antérieurement les cours, soumis à la loi de l'offre et de la demande, fluctuaient d'une récolte à l'autre mais ces fluctuations obéissaient à des règles économiques que producteurs et négociants essayaient d'utiliser à leur profit dans un jeu spéculatif faisant partie de leurs activités professionnelles. La crise désorganise

les activités spéculatives des producteurs au profit de certains négociants. Il devient urgent de mettre en place un nouveau système de règles pour "moraliser" le marché et permettre aux producteurs d'y trouver leur compte. C'est dans les années 30 qu'un peu partout en France, l'aristocratie terrienne créera tout un réseau de coopératives de stockage et de commercialisation pour les céréales. L'expérience du succès incitera les agriculteurs à étendre le champ d'activité des coopératives jusqu'à l'ensemble des productions agricoles. C'est ainsi qu'est créée, en 1933, la Coopérative Agricole du Lauragais, à Castelnaudary.

Le troisième grand moment de la coopération agricole se situe dans les années 50, en réponse à la désorganisation des activités consécutives à la motorisation. Le mouvement se généralise rapidement entraînant les paysans dans un nouveau mode de rationalité auquel ils ne sont pas, pour la plupart, préparés. Désormais, il faut rentabiliser au maximum les instruments, équilibrer les charges pour espérer des bénéfices. Pour subsister en tant qu'exploitant agricole il faut connaître les exigences du système économique, accepter entre autres de transformer "les rapports entre les facteurs de production". Si les capacités de l'exploitation ne permettent pas de disposer personnellement des instruments indispensables pour maximiser la productivité il faut inventer des formes d'association qui rendent possible un équipement aussi économique que rationnel. Fleurissent alors dans les campagnes françaises des groupements coopératifs fondés sur des ententes tacites ou des statuts officiellement déclarés. Grande diversité des formules micro-coopératives permettant à chacun de choisir le type d'association en fonction de sa situation personnelle.

C'est donc lorsqu'il y a exacerbation de la lutte pour la vie, lorsque les règles du jeu économique et social sont perturbées et fonctionnent au profit de certains avec lesquels ils étaient jusqu'alors dans des rapports d'interdépendance que les producteurs constituent des groupements coopératifs. Il s'agit pour les agriculteurs de réorganiser les activités correspondant à l'exercice de leur métier ou d'intervenir sur le marché en mettant en place des organisations qui en assureront le contrôle à leur profit

4 - Du constat à l'explication: l'homme multidimensionnel.

Rappelons brièvement l'essentiel du constat auquel nous nous sommes livrés:

- Accroissement spectaculaire de la production aussi bien en ce qui concerne la culture que l'élevage. Rapide extension des cultures nouvelles.
- Généralisation de la mécanisation, de l'utilisation des engrais et des produits chimiques.

- Concentration des terres, croissance des investissements, généralisation du recours à l'emprunt pour s'équiper et accroître la surface de l'exploitation.

La société paysanne est en profonde mutation: écrémage des campagnes, nouveaux rapports avec les institutions agricoles, les autres agriculteurs et la société, développement de la vie associative et de la coopération.

Mais aussi transformation des conditions de vie en ce qui concerne le travail, les activités familiales et domestiques, les activités de sociabilité et de loisir. Les capacités offertes par les nouveaux instruments multiplient la productivité et transforment la nature des contraintes : s'il n'y a pas allègement de la charge de travail il y a plus de souplesse. L'habitat se modernise et se calque sur celui du citadin. Les éléments du confort sont présents et la famille dispose de la plupart des équipements domestiques : réfrigérateur, congélateur, appareils électroménagers, sanitaires, salle de bain, télévision, téléphone...

Ces transformations des moyens de production, des rapports sociaux, des modes de vie vont de pair avec une transformation des modes de pensée et plus globalement de l'identité. L'horizon de l'agriculteur ne se borne plus à sa commune, ses références ne sont pas limitées à son environnement immédiat, sa gamme des possibles est plus largement étendue que celle du paysan. Confronté à ces possibles, il évalue, hésite, s'informe, délibère, choisit, organise un projet, expérimente, s'essaie lui-même pour évaluer ses propres capacités et s'approprie de manière originale l'innovation.

La population agricole active ne représente plus que 6% en France. Ceux qui restent ont le choix entre deux solutions :

- accroître la production et la productivité pour être compétitifs au niveau national et international.
- diversifier les activités et les adapter à une demande de produits personnalisés.

Dans le premier cas, l'agriculteur ne conserve que sa fonction de production et délègue celle de la commercialisation à des réseaux coopératifs chargés de transformer et de distribuer les produits.

Dans le deuxième cas, l'agriculteur valorise lui-même sa production et dans certains cas, contrôle et maîtrise toutes les phases jusqu'à la commercialisation.

Dans les deux cas, il doit pouvoir disposer d'un matériel performant tout en minimisant son investissement et faire face à des périodes de surcharge de travail. La coopération au niveau local est une solution pouvant s'intégrer dans stratégies des agriculteurs.

Depuis la fin des années 50, de nouvelles formes de coopération sont inventées ou empruntées pour répondre aux changements économiques et

techniques. La CUMA permet de s'équiper au moindre coût, l'entraide, la "Banque du Travail" permettent de faire face aux exigences des périodes de pointe; le GAEC développe de nouvelles formes d'organisation du travail agricole. Toutes contribuent à l'émergence de nouvelles sociabilités centrées sur le travail mais ayant des effets sur l'ensemble des autres activités des agriculteurs : activités familiales, activités de loisirs...

En œuvrant en coopération, les agriculteurs transforment leurs conditions de vie, leur environnement et les relations avec leurs partenaires. Ils donnent ainsi une autre image d'eux-mêmes et se transforment.

...COMMENT EXPLIQUER CES CHANGEMENTS ?

La théorie des systèmes

Voilà donc un constat que l'on pourrait condenser dans une chaîne très simple, comme une succession cause-effet : changements technologiques, changements sociaux, changements psychologiques. Explication mécaniste qui ne s'accorde pas avec les transformations de la pensée telles que je viens de les présenter et qui évacue le problème de l'engagement dans l'innovation ou qui présente le changement comme allant de soi.

Abandonnons cet enchaînement linéaire cause-effet pour penser en termes de système. L'altération d'un des éléments du système exige des réajustements localisés ou généralisés pour parvenir à un nouvel équilibre de l'ensemble ou encore pour réduire la perturbation ou encore pour réduire la tension.

Cette théorie des systèmes, appliquée aux systèmes humains pose au moins deux problèmes: celui de postulat sur lequel se fonde l'approche systémique, postulat de l'équilibre et celui du temps moteur, c'est à dire de la source de changement. Dans le domaine des sciences humaines et de la psychologie en particulier, c'est sur ce postulat de l'équilibration que se fondaient toutes les théories et il est actuellement remis en cause par Moscovici notamment qui le remplace par le postulat de la croissance et d'autres qui parlent de tension optimale. Non seulement un état de tension, donc de déséquilibre, est nécessaire pour provoquer une conduite mais aussi certaines conduites au moins viseraient à entretenir un état de tension plutôt que son annulation.

Deuxième problème celui du temps moteur, la source de changement. Si la théorie des systèmes est performante pour comprendre les régulations internes et le fonctionnement de l'organisation elle l'est moins pour expliquer les changements. Et elle ne satisfait pas, telle quelle, le psychologue qui se propose d'analyser la dynamique des changements sociaux et personnels. Dans "l'Ac-

teur et le système" Crozier et Friedberg expliquent les stratégies des acteurs à partir des déterminants internes à l'organisation. Pouvons le raisonnement jusqu'à son terme, comme le fait J. Curie : "Si la stratégie des acteurs s'explique par le système, comment le système pourrait-il être changé?"

Retenons cependant la notion de système socio-technique qui émerge dans les années 60 (F.E. Emery et E.L. Trist) rejetant l'autonomie des structures techniques et sociales et celle de la stricte dépendance du social au technique. Pour répondre au problème qui nous préoccupe, comprendre le premier temps du changement, l'irruption de l'innovation, il faut adjoindre à la théorie des systèmes socio-techniques une théorie du sujet.

Sociologues et psychologues ont analysé les activités des hommes en les isolant les uns des autres : activités de travail, activités de loisir; Dumazedier a par exemple développé toute une sociologie des loisirs. On s'oriente maintenant vers des analyses plus complexes pour comprendre l'articulation des diverses activités.

Une théorie du sujet.

Dans notre théorie, nous affirmons que les activités de la personne ne sont jamais simplement juxtaposées, qu'il existe une interdépendance relative des différents domaines de vie : domaine de vie professionnel, familial, de sociabilité.

Par interdépendance, nous entendons les échanges qui s'effectuent au sein du système : la personne emprunte des éléments d'un domaine de vie (des informations, des raisons d'agir de telle ou telle façon...) pour organiser ses conduites dans un autre domaine de vie. Nous faisons l'hypothèse que ces échanges sont régulés par une instance centrale que nous appelons modèle de vie: c'est en fonction de ses représentations, de ses adhésions, de son idéologie, de ses valeurs que la personne délibère, décide, oriente ses actions. Interdépendance des domaines de vie mais interdépendance relative. Chacun de ces domaines est lui-même régi par ce que nous appelons un modèle d'action. Et la fonction de toute formation, de tout apprentissage est bien la construction de ces modèles d'action qui permettent de donner sens à un événement, une situation, d'évaluer, de décider et d'organiser l'action. Nous avons parlé d'échanges entre domaines d'activités ; précisions : il est des situations et des moments dans une situation où les échanges seraient inopportuns et qui exigent au contraire toute inhibition des interférences.

On voit qu'avec ce modèle très simple on évite des explications type mécaniste qui réduiraient l'homme à une machine à répondre. Chaque fois qu'il est confronté à une situation susceptible de déclencher un modèle d'action, le sujet fait appel à des modèles d'actions relatifs à d'autres domaines de vie suggérant des situations équivalentes pour lui donner sens. Nous dirons, en re-

prenant l'expression de Moscovici que loin d'être une simple machine à répondre, l'homme est une machine à inférer. Nous parlons alors d'intersignification des conduites. Nous appelons intersignification le processus par lequel le sujet régule ses actions dans un domaine de vie en fonction des prises qu'elle lui donne pour agir dans un autre domaine. Par exemple, un agriculteur va s'initier à l'informatique et acheter un micro-ordinateur dans la mesure où l'utilisation de cet instrument lui permet de modifier l'image que ses propres enfants, éventuels repreneurs de l'exploitation, ont de la profession. De la même façon peut-être que, dans la génération précédente, le père avait acheté le tracteur pour inciter le fils à rester à ses côtés et à devenir lui-même agriculteur.

Caractère multifonctionnel de l'innovation.

À travers ces deux exemples très simples, nous voyons que l'adoptant ne se fonde pas toujours sur les raisons avancées par le technicien pour s'engager dans une innovation et qu'il cherche toujours des raisons d'agir pour des motifs qui lui sont propres, en fonction de sa propre histoire et de l'analyse qu'il fait de la situation. Généralisons, le transfert technologique ne peut pas être réduit à une simple opération de transvasement de connaissances dans un système inerte. S'il en était ainsi, on ne se poserait pas de question sur ces transferts technologiques, on n'expérimenterait pas de nouvelles méthodes pédagogiques et la pédagogie se réduirait à la mise au point de techniques de raisonnement, de paradigmes présentant la succession des opérations nécessaires pour parvenir au résultat. Oui, mais... L'objectif espéré par le maître, le formateur est-il le même que celui de l'élève, du formé ?

Ajoutons encore que le dispositif technique aussi simple soit-il, n'est jamais neutre par rapport à un système social et psychologique. L'instrument véhicule toujours autre chose que du technique : une conception de l'action, de la personne, de l'économie, de la société. Nous pouvons avancer que l'instrument véhicule des représentations, de l'idéologie et c'est bien parce qu'il diffuse de l'idéologie qu'il y a souvent sinon toujours un temps d'attente et des résistances plus ou moins intenses d'ordre culturel et d'ordre psychologique. C'est en raison de son caractère multifonctionnel que l'adoption d'un instrument et d'une innovation ne peut se résoudre à une simple substitution. Présentons rapidement ce caractère multifonctionnel en indiquant les 4 composantes à partir desquelles on peut analyser tout instrument: composante technique, sociale ou idéologique, psycho-sociale et psychologique.

L'instrument a été conçu pour effectuer une tâche dans des conditions définies, permettant de réaliser des performances annoncées : c'est la composante strictement objective, fonctionnelle.

Tout instrument s'inscrit dans un contexte social et dans une histoire qui lui associent des représentations, des significations et des valeurs ; de plus, il confère, dans certaines conditions, du prestige à son utilisateur. C'est le niveau social et idéologique.

En même temps, l'instrument peut devenir signe d'appartenance à une catégorie sociale qui par lui, va s'affirmer dans des relations de complicité, de soutien mutuel et d'identification mettant en œuvre des processus de comparaison. C'est l'aspect psycho-social.

Enfin, l'instrument peut être perçu comme un moyen permettant de renforcer l'estime de soi: les performances réajustées, les solidarités affirmées ne sont pas sans affecter l'image que l'utilisateur de l'instrument a de lui-même et de son modèle de vie. C'est la composante psychologique.

On comprend alors que l'entrée dans l'innovation et l'usage que l'on en fait ne puissent être analysés à partir d'un modèle linéaire mécaniste fondé sur la seule prise en compte de l'aspect fonctionnel.

L'innovation n'est pas une simple substitution : elle s'insère dans un domaine d'activité régulé par un modèle d'action orientant les premières tentatives lors de la phase exploratoire qui fait émerger de nouveaux possibles. Au cours de cette confrontation, le modèle d'action spécifique est réorganisé et, à travers lui, l'innovation donne sens aux pratiques qui lui sont associées, relevant du même domaine. Dans la plupart des cas, lorsque l'innovation est appréhendée par niveau instrumental et uniquement à travers lui, l'inter-signification se limite au domaine concerné. Par contre, notamment lorsque la composante sociale idéologique intervient, nous pouvons nous attendre à ce que de multiples domaines soient concernés et à terme, nous assisterons à une réorganisation de tout le système comme on a pu le constater après l'introduction du tracteur.

Il est alors nécessaire d'étudier les caractéristiques des agriculteurs qui accèdent à l'innovation, les représentations qu'ils en ont, les projets et stratégies dans lesquelles ils s'inscrivent. Signification certes liées à la formation des agriculteurs et au caractère de leur exploitation mais aussi aux réseaux dans lesquels ils s'inscrivent, élément déterminant pour comprendre les conditions d'accès.

5 – Conclusion : pratiques professionnelles et projet de vie.

Un changement technique n'est pas simple transvasement dans un système inerte et l'innovation n'est pas simple substitution : elle met en œuvre des activités complexes d'appropriation. Nous entendons par appropriation non pas un simple apprentissage des propriétés de l'objet mais la transformation de

l'instrument en actes de manière à y marquer les multiples places professionnelles et extra-professionnelles de l'utilisateur. L'appropriation est le moyen par lequel l'acteur signifie à lui-même et à autrui qu'il ne se réduit pas à la seule place de producteur à laquelle l'organisation prétendait l'assigner. Par cet effort d'appropriation, le sujet utilisant la logique de l'instrument pour réaliser ses propres fins découvre de nouveaux possibles et, transformant ses pratiques, se transforme lui-même.

C'est bien parce que toute innovation est multifonctionnelle que les agriculteurs hésitent, évaluent, refusent les arguments "irréfutables" qui leur sont adressés au nom d'une logique qui les mutile en les réduisant à des acteurs animés par la seule rationalité économique qui ignore en fait toutes les composantes de leur identité.

Et c'est bien aussi en raison de cette identité aux multiples facettes qu'ils cherchent des raisons d'agir qui ne sont pas les mêmes que celles que leur proposent les économistes et les techniciens. On comprend alors qu'en fonction de leur expérience, des relations qu'ils entretiennent avec l'extérieur, de leurs informations, de leur vie familiale, ils s'engagent dans des pratiques qu'ils refusaient hier encore ou abandonnent des pratiques qui jusqu'à présent leur donnaient satisfaction.

Ce n'est pas uniquement au gré des événements que les agriculteurs s'engagent dans des pratiques coopératives et s'en retirent, constituent un GAEC et, quelques années plus tard le dissolvent, investissent dans une production et quelques temps après l'abandonnent. C'est bien parce que, centres complexes de décision, ils donnent sens à ces pratiques en fonction de leur situation et des opportunités certes... mais aussi et surtout en fonction de leurs projets professionnels liés à d'autres projets, orientés par des projets de vie.

